

## ***Les Canadiennes, initiatrices de changements pour contrer la violence faite aux femmes et la pauvreté***

D'un océan à l'autre, des groupes de femmes tentent de changer les choses dans les domaines de la pauvreté et de la violence faite aux femmes — deux problèmes qui ont une incidence majeure sur la vie de nombreuses femmes et filles de tous les milieux. Leur travail permet de sensibiliser la population en général et les décideurs à ces enjeux cruciaux. Voici des exemples d'initiatives mises de l'avant par des groupes de femmes afin de contrer ces deux problématiques.

### **INITIATIVES CONTRE LA VIOLENCE :**

#### **LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ENVERS LES FILLES**

En 1998, **L'Alliance des Cinq Centres de Recherche sur la Violence (ACCRV)** a produit une revue de la littérature, mené des groupes de consultation, compilé un inventaire des programmes et services disponibles pour les jeunes filles, et rédigé un rapport intitulé ***La prévention de la violence envers les filles***. En s'appuyant sur la données recueillies lors de la première phase de cette initiative, les centres de recherche travaillent présentement à l'analyse de l'impact de politiques sur les filles marginalisées; à l'examen de programmes innovateurs pour les enfants et les jeunes prostituées; à l'évaluation de certains programmes de prévention de la violence; à l'élaboration de modèles pour la mise en place de programmes de prévention de la violence; et à l'élaboration et l'évaluation de modèles de programmes de prévention en milieu rural. ***Pour plus d'information :***

- *site Web* : [www.uwo.ca/violence/alliance/alliance2.htm](http://www.uwo.ca/violence/alliance/alliance2.htm)
- BC/Yukon Feminist Research, Education, Development & Action (FREDA) Centre : (604) 291-5197; *courriel* : [freda@sfu.ca](mailto:freda@sfu.ca); *site Web* : [www.harbour.sfu.ca/freda/](http://www.harbour.sfu.ca/freda/)
- RESOLVE Tri-Provincial Network (Manitoba) : (204) 474-8965; *courriel* : [herring@cc.umanitoba.ca](mailto:herring@cc.umanitoba.ca);
- Centre for Research on Violence Against Women and Children (Ontario) : (519) 661-4040; *courriel* : [nshahaha@julian.uwo.ca](mailto:nshahaha@julian.uwo.ca); *site Web* : [www.uwo.ca/violence/](http://www.uwo.ca/violence/)
- Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (Québec) : (514) 343-6111 poste 3757; *courriel* : [beauren@ere.umontreal.ca](mailto:beauren@ere.umontreal.ca)
- Muriel McQueen Fergusson Centre for Family Violence Research (Nouveau Brunswick) : (506) 453-3595; *courriel* : [fvr@unb.ca](mailto:fvr@unb.ca); *site Web* : [www.unb.ca/arts/CFVR/](http://www.unb.ca/arts/CFVR/)

#### **Quelques faits**

##### **sur la violence faite aux femmes au Canada**

**Fait !** Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à être victimes de crimes contre la personne, et notamment d'agressions sexuelles, de vols qualifiés, de tentatives de vol qualifié et de voies de fait<sup>(1)</sup>.

**Fait !** La moitié des Canadiennes (51 p. 100) ont été victimes d'au moins un acte de violence physique ou sexuelle depuis l'âge de 16 ans<sup>(2)</sup>.

**Fait !** En 1998, plus de 28 952 cas d'infractions d'ordre sexuel ont été signalés au Canada dont 25 493 agressions sexuelles et 3 459 autres types d'infraction sexuelle (tels contacts sexuels, incitations à des contacts sexuels, exploitation sexuelle, inceste, relations sexuelles anales et bestialité). La vaste majorité des victimes d'agression sexuelle (85 p. 100) et des autres types d'infraction sexuelle (75 p. 100) étaient de sexe féminin<sup>(3)</sup>.

**Fait !** Plus de 22 254 cas de violence conjugale ont été signalés en 1997. Les femmes représentaient 88 p. 100 des victimes (19 575) et les hommes 12 p. 100 (2 679). Les femmes étaient donc près de 8 fois plus susceptibles que les hommes d'être agressées par un conjoint<sup>(4)</sup>.

**Fait !** Parmi les 555 homicides commis en 1998, une personne sur trois était de sexe féminin. Les données sur les crimes résolus (c'est-à-dire 410 cas où un accusé a été identifié) indiquent que les femmes étaient presque cinq fois plus susceptibles d'être tuées par leur conjoint que par un étranger<sup>(5)</sup>.

### **MAKING A DIFFERENCE IN Y2K** (Faire une différence en l'an 2000)

Il s'agit d'une initiative visant à habiliter de jeunes francophones et anglophones à élaborer des plans d'action stratégiques dans leurs écoles par rapport à la question de la violence dans les fréquentations et à s'assurer que des politiques et des protocoles provinciaux adéquats sont mis en place à cet égard dans le système scolaire du Nouveau-Brunswick. Ce projet a été mis au point par le **Collectif Vague par Vague/Making Waves** qui, depuis 1999, est l'union de deux initiatives indépendantes sur la violence dans les fréquentations dans le but de poursuivre les efforts de prévention de ce type de violence au Nouveau-Brunswick. Sa mission est d'établir dans le système d'éducation du Nouveau-Brunswick un climat qui favorise des relations saines, où la violence n'est pas tolérée. **Pour plus d'information :**

- Vague par Vague : Carole F-Comeau (506) 849-2110; *courriel* : [fda@nb.sympatico.ca](mailto:fda@nb.sympatico.ca)
- Making Waves : Simone Leibovitch (506) 648-0481; *courriel* : [candlewd@nb.sympatico.ca](mailto:candlewd@nb.sympatico.ca)

### **PARTENARIAT VISANT À COORDONNER LA RÉPONSE DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE AUX AGRESSIONS SEXUELLES**

En 1998-1999, le **Avalon Sexual Assault Centre** a travaillé en collaboration avec le service régional de police de Halifax et les services des poursuites pénales de la Nouvelle-Écosse pour examiner ce qui avait été fait dans d'autres administrations en matière de politiques et de protocoles sur les agressions sexuelles. Après avoir déterminé les préoccupations et les solutions possibles, les partenaires ont travaillé ensemble à l'élaboration d'un plan d'action à long terme pour combler les lacunes et réduire les obstacles recensés dans le but d'offrir une réponse mieux coordonnée aux cas d'agression sexuelle en Nouvelle-Écosse. **Pour plus d'information :**

- Avalon Sexual Assault Centre : (902) 422-4240; *courriel* : [avaloncentre@ns.sympatico.ca](mailto:avaloncentre@ns.sympatico.ca)

### **LES FEMMES HANDICAPÉES, LES SOURDES ET LES TRIBUNAUX DE LA VIOLENCE FAMILIALE**

Depuis sa création en 1978, l'**Education Wife Assault (EWA)** a été le « chef de file » de l'éducation et de l'information sur la prévention de la violence en Ontario. Son mandat est d'informer et d'éduquer les collectivités ontariennes sur la violence conjugale et la violence faite aux femmes ainsi que sur leur incidence sur les enfants dans le but de réduire les cas de violence physique, psychologique, émotive et sexuelle envers les femmes et l'effet de cette violence sur les enfants. En 1998-1999, en partenariat avec l'Institut Roeher, l'**EWA** a élaboré et a offert des séances d'information à l'intention des juges ainsi que des séances de formation sur les **femmes handicapées, les sourdes et les tribunaux de la violence familiale** à l'intention des procureurs de la Couronne, des forces policières, du personnel des programmes d'aide aux victimes et aux témoins, ainsi que des agences et des organisations communautaires qui travaillent avec des femmes handicapées victimes de violence conjugale. Dans le cadre de cette initiative, l'organisation a préparé un manuel de participation, un manuel d'animation, ainsi qu'un plan de formation, une « boîte à outils » pour les participantes et les participants de même qu'un répertoire des services offerts dans les sept villes où l'on retrouve des tribunaux de la violence familiale. Il est possible d'obtenir le répertoire sur le site Web d'EWA. **Pour plus d'information :**

- Education Wife Assault : (416) 968-3422; *courriel* : [info@womanabuseprevention.com](mailto:info@womanabuseprevention.com);  
*site Web* : [www.womanabuseprevention.com](http://www.womanabuseprevention.com)

### **SORTIR DE L'OMBRE – VIVRE AU GRAND JOUR**

**Sortir de l'ombre – vivre au grand jour** est une initiative issue du Sommet international des jeunes exploités sexuellement qui a eu lieu à Victoria (Colombie-Britannique), en mars 1998. Lancée en mai 1999, son objectif est de contrer l'exploitation sexuelle de filles et de garçons à des fins commerciales en favorisant une plus grande sensibilisation du public aux réalités des problèmes auxquels sont confrontés ces jeunes, particulièrement les filles, en les aidant à quitter l'industrie du sexe et en dissuadant d'autres jeunes d'y faire leur entrée. Cette initiative a été mise au point par **Aide à l'enfance – Canada**, un organisme sans but lucratif fondé en 1921 et qui cherche à protéger les enfants de la négligence, de l'exploitation et de la cruauté. **Pour plus d'information :**

- Aide à l'enfance – Canada : 1-800-325-6873 ou (604) 437-5881; *courriel* : [scc-bc@direct.ca](mailto:scc-bc@direct.ca);  
*site Web* : [www.savethechildren.ca](http://www.savethechildren.ca)

## INITIATIVES CONTRE LA PAUVRETÉ :

### TRANSITION 50

**Transition 50** est une initiative nationale qui vise l'amélioration de l'autonomie économique des femmes dans la cinquantaine (48-60 ans) et la justice sociale pour ces femmes. Entre autres, **Transition 50** tente par divers moyens de sensibiliser davantage les organismes de femmes aux divers enjeux des femmes dans la cinquantaine et les stimuler à incorporer ces enjeux dans leurs programmes d'action. Un colloque national sur les problématiques des femmes de la cinquantaine aura également lieu au printemps 2001 à Montréal. Ce projet est une initiative de **Nouveau Départ National inc.**, fondé en 1977, dont le mandat est de favoriser la réinsertion sociale des femmes d'âge moyen. Nouveau Départ compte 17 groupes membres à l'Ile-du-Prince-Édouard, au Québec, en Ontario, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique, et au Yukon.

#### **Pour plus d'information :**

Nouveau Départ National Inc. : (514) 866-0416;

*courriel* : [nouveaudepart@videotron.ca](mailto:nouveaudepart@videotron.ca);

*site Web* : [www.nouveaudepart.org](http://www.nouveaudepart.org) (à partir du 8 mars)

### DAME – DEVELOPING ACTIONS TOWARDS

MEANINGFUL EMPLOYMENT (Mise au point de mesures favorisant un emploi intéressant)

**DAME** est une nouvelle initiative du **Women's Network PEI** portant sur l'élaboration d'un processus visant à favoriser la collaboration entre des représentantes et des représentants gouvernementaux et des groupes de femmes dans le but de contrer l'inégalité économique des femmes qui vivent à l'Ile-du-Prince-Édouard. L'objectif est de revoir les services présentement offerts aux femmes par l'entremise de Développement des ressources humaines Canada (I.-P.-É.) et de déterminer si les enjeux qui préoccupent les femmes sont pris en compte dans le cadre de l'élaboration, de la prestation et de la mise en place de services d'emploi. Les femmes de collectivités de minorités visibles, les mères seules, les femmes qui ont des problèmes de santé mentale et d'incapacité physique, les femmes pauvres et les femmes de collectivités autochtones de l'I.-P.-É. sont les principaux groupes ciblés par cette initiative.

#### **Pour plus d'information :**

• Women's Network PEI : (902) 368-5040;

*courriel* : [wnpei@isn.net](mailto:wnpei@isn.net); *site Web* : [www.wnpei.org/](http://www.wnpei.org/)

### Quelques faits

#### sur les femmes et la pauvreté au Canada

**Fait!** Le risque de pauvreté est nettement plus élevé pour les femmes que pour les hommes. En 1997, le taux de pauvreté était de 18,3 p. cent parmi les femmes adultes et de 14,3 p. cent parmi les hommes adultes. Le taux de pauvreté des femmes correspondait donc à 1,28 fois celui des hommes<sup>(6)</sup>.

**Fait!** La plupart des différences entre les sexes peuvent s'expliquer par les taux de pauvreté de trois types de famille : les femmes seules de moins de 65 ans, les femmes seules âgées de 65 ans et plus, et les mères seules de moins de 65 ans ayant des enfants de moins de 18 ans<sup>(6)</sup>.

**Fait!** En 1997, les taux de pauvreté pour les femmes seules de moins de 65 ans étaient de 38,5 p. cent comparativement à 33,4 p. cent pour les hommes seuls de moins de 65 ans. Dans le cas des personnes âgées seules, les taux de pauvreté étaient de 42 p. cent pour les femmes et de 27,2 p. cent pour les hommes. Dans le cas de femmes monoparentales ayant des enfants de moins de 18 ans, il était de 57,1 p. cent<sup>(6)</sup>.

**Fait!** En 1997, les gains moyens en dollars courants et constants étaient de 30 915 \$ pour une femme travaillant à temps plein toute l'année alors que pour les hommes, il était de 42 626 \$. Le ratio des gains entre les deux sexes était de 72,5 p. cent<sup>(7)</sup>.

**Fait!** En 1998, les femmes gagnaient en moyenne 81 cents pour chaque dollar de rémunération des hommes<sup>(8)</sup>.

**Fait!** En 1998, plus de femmes que d'hommes gagnaient le salaire minimum ou moins. Au premier trimestre de 1998, plus de 68 p. cent des travailleurs au salaire minimum âgés de 25 à 54 ans étaient des femmes. De plus, 80 000 femmes de 35 à 54 ans ne recevaient pas plus que le salaire minimum, comparativement à 33 000 hommes du même groupe d'âge<sup>(9)</sup>.

## L'ENTREPRENEURSHIP AU FÉMININ

**L'Entrepreneurship au féminin** vise avant tout l'amélioration du bien-être économique des femmes. Par l'entremise de diverses actions telles la mise en place d'un fonds pour favoriser l'accès au crédit et au capital à risque, il vise à promouvoir le développement de l'entrepreneurship principalement pour les femmes vivant en milieu rural ainsi qu'à les aider dans le processus de mise sur pied de leur propre entreprise. L'**Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)**, en partenariat avec le Réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités, le milieu financier et différentes instances fédérales, a mis sur pied cette initiative en 1998-1999 qui se poursuit en 1999-2000. L'**AFEAS** a été fondée en 1966 afin de regrouper en association des Québécoises intéressées à la promotion des femmes et à l'amélioration de la société. **Pour plus d'information :**

- AFEAS : (514) 251-1636; courriel : [girard.afeas@videotron.net](mailto:girard.afeas@videotron.net); site Web : [www.afeas.qc.ca](http://www.afeas.qc.ca)

## WOMEN'S ECONOMIC LIBERATION (La libération économique des femmes)

Le but de **Women's Economic Liberation** est d'accroître l'autonomie économique des femmes immigrantes, réfugiées et membres de minorités visibles de la Saskatchewan. Cette initiative tente d'amener des changements institutionnels et d'orientation en déterminant les politiques, programmes et services d'institutions gouvernementales et non gouvernementales qui empêchent ces femmes de recevoir la formation et le perfectionnement nécessaires pour obtenir des emplois qui correspondent à leurs compétences et expérience et de recommander les changements souhaités pour éliminer ces obstacles. Ce projet, lancé en 1998, est une initiative de **Immigrant, Refugee and Visible Minority Women (IRVMW) of Saskatchewan Inc.**, un organisme-cadre bénévole provincial. Son objectif principal est d'offrir à ses membres un forum où faire entendre leurs préoccupations et de préconiser de meilleurs programmes et services afin de favoriser l'épanouissement de ces femmes et de faciliter leur participation égale à la vie sociale, économique et politique du Canada. **Pour plus d'information :**

- IRVMW of Saskatchewan Inc. : (306) 359-6523; courriel : [irvmwomsask@sk.sympatico.ca](mailto:irvmwomsask@sk.sympatico.ca)

## INSTITUTIONAL CHANGE THROUGH THE BUSINESS INCUBATION CENTRE

(Des changements institutionnels grâce au centre d'incubation d'entreprises)

**Women's Economic and Business Solutions (WEBS)** a lancé en 1998 une initiative de trois ans afin de faire participer les secteurs public et privé à des discussions et à des mesures sur les variables situationnelles et les obstacles systémiques qui empêchent les micro-entreprises dirigées par des femmes de connaître le succès, particulièrement celles de régions qui connaissent des difficultés économiques. **WEBS** souhaite mettre en valeur les possibilités de recrutement pour le développement de micro-entreprises dans des groupes non traditionnels comme les femmes du milieu de la prostitution, les femmes à la retraite, les femmes incarcérées et les femmes handicapées, où les femmes sont confrontées à tellement d'obstacles que l'expansion des entreprises n'est souvent même pas envisagée. On tente aussi d'attirer des étudiantes et des étudiants de niveau postsecondaire de facultés qui ne sont habituellement pas en contact étroit avec des femmes à faible revenu aux fins de placement professionnel. Cette initiative permet à **WEBS** de documenter la création d'au moins 20 micro-entreprises par des femmes à faible revenu et de les aider, favorisant ainsi la croissance économique et l'autonomie de ces femmes. **Pour plus d'information :** WEBS : (780) 479-4196; courriel : [mrenaud@telusplanet.net](mailto:mrenaud@telusplanet.net)

### Sources :

1. Statistique Canada (1995) *Portrait statistique des femmes au Canada - troisième édition*, Division des statistiques sociales, du logement et des familles — Statistique Canada, Ottawa, 192 p.
2. Statistique Canada (1993) « L'enquête sur la violence envers les femmes », *Le Quotidien*, Statistique Canada, Ottawa, 11 p.
3. Tremblay, S. (juillet 1999) « Statistiques de la criminalité au Canada — 1998 », *Juristat* 19(9), Centre canadien de statistique juridique — Statistique Canada, Ottawa, 27 p.
4. Fitzgerald, R. (1999) *La violence familiale au Canada : Un profil statistique*, Centre canadien de statistique juridique — Statistique Canada, Ottawa, 53 p.
5. Fedorowycz, O. (octobre 1999) « L'homicide au Canada — 1998 », *Juristat* 19(10), Centre canadien de statistique juridique — Statistique Canada, Ottawa, 16 p.
6. Conseil national du bien-être social (1999). *Profil de la pauvreté, 1997*. Ottawa: Conseil national du bien-être social, 122 p.
7. Statistique Canada (1999). *Gains des hommes et des femmes*, Ottawa, Statistiques Canada, 56 p.
8. Statistique Canada (1999). *Le point sur la population active : Un aperçu du marché du travail en 1998*, Ottawa, Statistique Canada, 43 p.
9. Statistique Canada (1999). *Le point sur la population active : Une nouvelle perspective sur les salaires*, Ottawa, Statistique Canada, 45 p.